



# Le capitalisme : un système économique, culturel et social

Jusqu'où le capitalisme influence-t-il nos esprits ?



Cette analyse fait suite aux analyses qui décrivent le capitalisme comme système économique : la première « Capitalisme : la quadrature du cercle » montre les mécanismes de base de l'économie et la pensée capitaliste ; la seconde « Capitalisme : je t'aime, moi non plus » explore les conséquences intrinsèques des dynamiques d'accumulation, d'exploitation et de concurrence du capitalisme à travers les dérives sociales, environnementales, technologiques et financières. Dans ces analyses apparaissent en plusieurs endroits les concepts de croyance : croyance en la croissance, au développement, en la compétition comme moteur de l'innovation, en l'argent, etc.

Car le capitalisme n'est pas qu'un système économique, c'est un modèle socio-culturel qui nous pénètre, colonise nos manières d'être, de penser, de concevoir le monde. Forts de ce constat, nous avons souhaité le mettre en débat dès l'ouverture de nos Chantiers de l'Economie Sociale d'octobre 2023, intitulés non sans malice : « Capitalisme, patrimoine immatériel de l'humanité ? ». Sous la forme d'un World Café, nous avons organisé quatre tables autour de la question générale « Jusqu'où le capitalisme colonise-t-il nos esprits ? » déclinée en quatre sous-thématiques : « A quoi nous fait croire le capitalisme ? », « Comment le capitalisme influence t'il notre rapport au temps ? », « Comment le capitalisme influence t'il nos rapports humains ? » et « Comment le capitalisme influence t'il nos rapports aux objets ? ».

La récolte des paroles, expressions et ressentis nous est apparue extrêmement riche. Elle indique un niveau de conscience très élevé des participants quant aux mécanismes qui animent le modèle socio-culturel induit par le capitalisme mais aussi hérités de logiques de pensée bien plus anciennes. Aussi, il nous paraissait important de valoriser cette récolte, de lui donner une résonance avec quelques textes et auteurs qui ont étudié la thématique. Ce faisant, nous avons quelque peu réorganisé les idées apparues parfois simultanément, parfois complémentaires dans différentes tables afin de dérouler un propos harmonieux. Avec ce texte, notre intention est double : d'une part montrer sur quels mécanismes, sur quelles valeurs s'appuie le capitalisme dans son ultime forme néolibérale. Il dicte le monde économique et imprègne nos sociétés depuis une cinquantaine d'années de mécanismes et de valeurs qui ont des conséquences sur nos comportements. D'autre part, d'identifier quelques points d'attention qui sont potentiellement des risques de dérives ou au contraire des moteurs vertueux quant à l'évolution du modèle socio-culturel vers une société post-capitaliste.

## Un modèle socio-culturel ?

Puisque nous nous interrogeons sur les valeurs qui orientent nos modes de vie sous le capitalisme, commençons par préciser ce que nous entendons par modèle socio-culturel. Max Weber, l'un des pères fondateurs de la sociologie, s'intéressait à comprendre, à expliquer les conduites des humains, à questionner le sens subjectif – au sens premier c'est-à-dire ce qui est personnel - des actions des acteurs dans la société. Il distingue quatre motivations fondamentales : les intérêts, les valeurs, les affects et les traditions. Les valeurs occupent donc une place essentielle dans nos manières de vivre. Elles sont des principes éthiques, des principes de vie qui proposent aux membres d'une société donnée le sens de leur conduite, qui énoncent ce qui est bon ou mauvais, vrai ou faux, beau ou moche, etc. Les valeurs nous permettent de nous considérer comme une « bonne personne » et d'être apprécié par les autres comme telle. Le modèle socio-culturel est ce qui lie l'organisation du groupe aux représentations et intérêts de l'individu.

A l'évidence, ce système de règles et de valeurs varie d'une société à l'autre mais également à travers le temps ou au sein de groupes d'une même société. Car un modèle socio-culturel ne tombe pas du ciel et sa dynamique n'est pas unidirectionnelle. Il y a une interaction constante entre les membres d'une société et le modèle qu'ils partagent. S'il régule la société et la manière de s'y comporter, il est aussi le produit des acteurs sociaux pour justifier leurs actes à eux-mêmes et aux autres. Le modèle socio-culturel façonne les individus par des valeurs mais les comportements et les évolutions de membres de la société, lorsqu'ils prennent de l'ampleur, le transforme. Effectivement, si le modèle socio-culturel permet de se justifier et pour les autres membres de comprendre ce que nous faisons alors lorsque les comportements des acteurs sociaux évoluent, le modèle aussi doit changer. A certaines époques, les valeurs restent relativement stables et à d'autres, comme c'est le cas actuellement, elles sont en plein bouleversement.

Les croyances qui hier donnaient sens aux conduites perdent progressivement de leur sens alors que de nouvelles s'installent dans les mentalités et se généralisent. Ainsi, les valeurs qui pétrissaient les conduites de nos grands-parents avant ou juste après la seconde guerre mondiale diffèrent des nôtres. A cette époque, le modèle socio-culturel mettait en avant le progrès, la nation, le devoir, l'égalité. Ces valeurs n'ont pas disparu mais se sont progressivement transformées ou ont été surplacées par d'autres. Par exemple, la valeur « progrès » qui était perçue comme bonne par essence (demain sera meilleur qu'hier) continue de vivre en nos esprits mais elle est progressivement contrôlée par la valeur « qualité de vie » notamment au sein des nouvelles générations c'est-à-dire, « *du droit à « jouir de la vie » de disposer de tous les biens de consommation que la science et la technologie leur [les jeunes NDLR] proposent, mais cela, dans le souci de leur santé, dans un environnement naturel protégé (écologie), dans un cadre esthétique et dans le respect de certaines limites éthiques* »<sup>1</sup>.

De manière concrète et personnelle, l'évolution actuelle du modèle socio-culturel et le conflit entre les valeurs véhiculées par les différentes générations s'illustre parfaitement dans le dialogue que je peux avoir avec mon fils lorsqu'il me qualifie de « boomer ». A ses yeux, je ne suis pas assez regardant quant à l'empreinte écologique que je laisse par mon mode de vie et, de mon côté, je me justifie par la nécessité de l'action collective, de la mise en œuvre de politiques vertueuses au niveau des Etats et des institutions économiques régionales ou mondiales. Mon fils argumente du « *droit à choisir sa vie* » et donc de la « *responsabilité individuelle* » alors que je raisonne en « *devoir* » et en « *égalité* » résultant de la solidarité collective et de la mise en œuvre par l'Etat d'une forme de contrat social.

## Jusqu'où le capitalisme colonise-t-il nos esprits ?

### Ce que le capitalisme nous fait croire

#### Le droit de l'individu à l'autoréalisation assorti du devoir de réussite

Lors du World Café, d'innombrables croyances ont été citées. Nous relevons ici les plus saillantes sans constitution d'une quelconque hiérarchie entre elles. Un premier élément visé est l'érection de l'individualisme comme valeur par le capitalisme. Cette valeur est couplée à celle de liberté comme étant essentielle au devenir du collectif. C'est l'essence même de la pensée libérale où toute réalisation collective est obtenue par la participation d'individus qui y trouvent leurs intérêts, un moyen de s'autoréaliser et de s'autolibérer. Le collectif y est vu comme le support des libertés individuelles. Ce qui sous-entend que les

démarches collectives sont jugées d'office infécondes ou allant à l'encontre de la liberté individuelle si l'on n'y trouve pas d'intérêt personnel. Ceci pose la tension permanente qui existe entre liberté individuelle et intérêt collectif dans la régulation de nos besoins<sup>2</sup>. Certains participants sont plus péremptores encore en estimant que « *la coopération n'est tout simplement pas une option ou alors seulement une coopération entre les dominants* ». Ce petit florilège montre jusqu'où le droit à la liberté, la poursuite d'intérêts individuels nous influence même si apparaissent çà et là des volontés de ne pas ou ne plus croire en ces injonctions ou que se développent des modes de production économiques sont davantage basés sur la coopération que la compétition.

La loi du marché nous fait croire que tout peut être mesuré pour être vendu et acheté. La poursuite de l'argent et du profit se réalise au travers de la compétition entre les individus. « *L'être-humain est un loup pour l'être humain* », chacun se doit d'être fort, d'être une personne d'action pour arriver à ses fins. Le capitalisme nous oppose et nous enjoint d'être responsable de nos vies. « *Si tu veux, tu peux* » est une maxime bien connue qui démontre à quel point nous devons être maîtres de nos destins. Nous méritons en fonction de nos efforts. Le riche mérite d'être riche parce qu'il a réussi à devenir acteur de sa vie. Et à l'inverse, le pauvre mérite d'être pauvre car il n'a pas réussi à s'élever. Dans sa version néolibérale, l'égalité est remplacée par l'équité et l'identité nous dit Bajoit : « *ce qui importe, c'est moins l'égalité réelle que l'équité, c'est-à-dire l'égalité des chances, de mérite et de sens civique. « A chacun selon ses besoins » est devenu « à chacun selon ses mérites ». En outre les acteurs veulent maintenant disposer d'un régime adapté à leur singularité identitaire. [...] ils le conçoivent maintenant en matière de reconnaissance de leur identité : être jeune, être vieux, être femme, être homosexuel, être Noir, être Juif, etc.* »<sup>3</sup>

### **Le travail libérateur**

Dans un tel système de pensée, la valeur travail est évidemment fondamentale. Et, cet impératif moral sert magnifiquement bien la nécessité de croissance qu'impose le capitalisme. Le travail est libérateur mais jusqu'à quel point ? Effectivement, le travail, en permettant de s'émanciper des besoins matériels de base, est la liberté mère de toutes les autres mais l'organisation industrielle fait que la production est devenue un outil de maximisation des profits plutôt que de libération et d'émancipation. Les conséquences sur la productivité et la pression sur le travail sont claires et en termes de liberté on ne peut que se questionner quant au pouvoir émancipateur du travail dans un système culturel qui nous enferme dans une forme d'autoréalisation essentiellement matérielle.

Car il s'agit de réussir et de le montrer, de se distinguer des autres, d'affirmer sa singularité par l'objet : « *le bonheur, c'est d'avoir* ». L'entreprise a besoin de marché, il est donc nécessaire de créer de nouveaux besoins, de nouvelles envies que le consommateur souhaitera assouvir. Face à la « machine de production », il faut une « machine de consommation ». Aussi, par cette forme matérielle de quête du bonheur, l'être humain est réduit à un rôle de consommateur, « d'agent rationnel » qui optimise ses achats en fonction de ses revenus. Et, tout est là pour susciter de nouvelles envies car la société de consommation n'est pas née progressivement et spontanément de l'expression naturelle de nos besoins. C'est un mode de vie qui s'est construit sous l'impulsion de politiques économiques et du marketing des entreprises. Pourtant, ne sommes-nous pas également des êtres d'émotion, de culture, de conscience et de sens ? Si réellement la majorité des citoyens ne se pose pas la question et se laisse réduire à un rôle de consommateur, à cette existence où son bonheur n'est fait que d'accumulation alors c'est que le modèle socio-culturel néolibéral nous a profondément aliéné et est une véritable réussite pour le capital !

## **Le droit à la propriété comme fondement de la paix sociale et de la démocratie**

Puisque le modèle socio-culturel nous empreint d'une figure de consommateur, d'accumulateur mû par la propriété des choses, la notion de propriété y est édiflée comme valeur. C'est que le capitalisme a bien besoin de la préserver pour prospérer, accumuler et transmettre ! Aussi, la propriété est ancrée en nous et régle nos relations sociales. Protégée par l'Etat, elle permet à la société de prospérer et d'être en paix car elle dote chaque individu d'une sécurité existentielle inviolable. Ce que nous possédons nous sécurise. Mais derrière cette règle de droit se cachent également des relations sociales empreintes de domination et d'élimination. Car la logique d'accumulation et de compétition fait de nous des êtres individuels, séparés des autres. Lorsqu'il s'agit de posséder ou de gagner, le dilemme se pose toujours entre éliminer ou se faire éliminer, dominer ou être dominé.

Sur base de ce principe de liberté des personnes et de possession de biens, la démocratie peut se construire. Sans capitalisme, la démocratie ne pourrait exister. Seul ce modèle de société nous permettrait d'être libre, d'arbitrer nos différents besoins, de nous élever. Le seul modèle alternatif – le communisme dans sa version dictatoriale – s'est effondré faute d'avoir répondu aux besoins essentiels des populations par l'instauration d'une planification de la production et d'une dictature des besoins, décidant ce qu'il est « bon » de posséder ou non. Pourtant, cette liberté des personnes se réalise dans un système socio-culturel où la réalisation de soi est essentiellement matérielle. Dès lors, le modèle capitaliste peut-il réellement être porteur de démocratie et d'émancipation véritable ? Récemment, sur les ondes de « La Première – RTBF », au cours de l'émission « Par oui-dire », le philosophe Dany-Robert Dufour expliquait qu'avec l'avènement de la société néo-libérale « nous étions passé de l'ancien maître » (Dieu) au « nouveau maître » (le marché)<sup>4</sup>. Selon sa pensée, l'ancien maître agissait par un certain nombre de commandements « tu dois ou ne dois pas », soit une forme répressive de régulation de la société. Le nouveau maître agit sous une forme incitative « ose le faire » et met à notre disposition toute une série d'objets, de services, de possibilités qui mettent chacun de nous en position de toute puissance. Position toute relative car elle est sous la domination de « notre âme d'en bas », *épithoumia*, l'une des trois parties de l'âme selon Platon, qui abrite le désir, la convoitise, le souhait. Comment dans de telles conditions penser la démocratie, penser le collectif et les renoncements individuels nécessaires pour la nourrir et faire véritablement démocratie ? Les valeurs promues par le néolibéralisme s'opposent en réalité aux valeurs de démocratie, de liberté, d'émancipation collective et individuelle.

### **There is no alternative (TINA)**

Qui ne connaît pas cette célèbre expression attribuée à Margareth Thatcher ? La formule signifie que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires et bénéfiques, que tout régime qui prend une autre voie court à l'échec. Après les croyances dictées par l'esprit capitaliste et exacerbées par le néolibéralisme que nous venons de relever, celle-ci est sans aucun doute le précepte le plus puissant : nier toute idée d'alternative. L'affirmation indique le fatalisme du capitalisme, lui confère un caractère immuable et participe sans aucun doute à freiner notre imaginaire et à faire progresser d'autres conceptions de l'économie, des relations d'échanges entre les humains, de l'organisation de la société et de l'Etat.

## Le capitalisme et les rapports humains

### Individualisme et solitude

L'esprit du capitalisme fait de la recherche de profit un objectif légitime dans les relations humaines et de la maximisation du bénéfice un résultat socialement valorisé. « *Notre rapport aux autres est déterminé par notre position sociale, notre statut* », affiché par des objets ou des actes qui agissent comme marqueurs sociaux. Il y a dans cette démarche à la fois un effet d'individuation et d'individualisme<sup>5</sup>. Il en résulte des formes de stigmatisation, un manque de respect de la personne qui ne peut ou ne veut s'y conformer. L'école, le travail et d'autres lieux de socialisation contribuent à intégrer ces valeurs de réussite à travers des principes de performance et de compétition qui ne laissent aucune place à des solutions collectives et à la coopération, sauf à des collectifs contre d'autres pour être « l'équipe gagnante ». Ce formatage amène à du « *consumérisme relationnel* » où ce n'est pas la qualité de la relation qui est recherchée mais le gain en termes d'utilité ou d'efficacité pour soi : « *le lien à l'autre devient instrumental* ». Ce chacun pour soi entraîne également une forme de suspicion envers l'autre : « *ne brigue-t-il pas ma place ?* », « *n'empiète-t-il pas à mes propres intérêts ?* ».

Les réponses aux problèmes de société, elles aussi se sont individualisées au détriment du collectif au cours des dernières décennies. L'analyse sur le colibrisme<sup>6</sup> que nous avons publiée il y a quelques années en donne une illustration. Une autre est sans nul doute l'émergence en force du marché du « développement personnel » qui pose les enjeux et les solutions en termes individuels sans jamais envisager aucune forme de solutions collectives ou d'actions en amont qui préviendraient le mal-être, le burn-out ou le sentiment d'échec dont souffrent de nombreuses personnes dans ce monde performatif et individualiste.

La forme d'organisation du travail sous le capitalisme agit également sur l'organisation de la vie familiale et ses solidarités. Pour le meilleur et pour le pire. Le capitalisme repose essentiellement sur le salariat – sans d'ailleurs se soucier de rémunérer ou valoriser le travail de reproduction sociale qui constitue l'une de ses « conditions de possibilité d'arrière-fond »<sup>7</sup> - or, une majeure partie des forces de travail y sont mobilisées. Ce faisant, le système amène l'Etat ou des forces associatives à répondre à des besoins sociaux essentiels : la garde des enfants en bas-âge, l'éducation des plus grands, le soin aux personnes âgées. Ce n'est que récemment que le marché s'y intéresse à travers des structures privées. Ce processus a conduit au cours du dernier siècle à centrer la famille sur sa forme la plus basique : la famille nucléaire. Et, provoqué l'isolement. Solitude des familles qui ne fonctionnent plus dans un rapport de solidarité ou de réciprocité en dehors de son cercle restreint, solitude des personnes « non productives », en particulier les personnes âgées et les « sans-emploi », qui se retrouvent privées de liens sociaux.

Sans oublier la dernière révolution industrielle du capitalisme, le numérique, qui augmente encore cette situation d'isolement, ce sentiment de solitude : achats en ligne plutôt qu'en magasin, home-cinéma plutôt que sortie en ville, livraison de repas à domicile plutôt que soirée au restaurant, relations virtuelles sur des médias sociaux plutôt qu'interactions réelles, etc.

### Domination et humiliation

Dans un système basé sur l'accumulation et la compétition le rapport à l'autre est déterminé par le statut de chacun. Les gens sont étiquetés comme possédant ou non, comme travailleur ou non, et dans le travail,

division du travail oblige, par des titres aussi pompeux qu'inutiles. Divisions assorties de condescendance, voire de manque de respect pour le subalterne, pour celui qui n'occuperait pas une fonction jugée « noble » ou pire, pour celui qui ne travaillerait pas (au sens restreint de produire de la richesse, ignorant au passage toutes les formes de travail qui créent les « conditions de possibilité d'arrière-fond » comme nous venons de l'évoquer). Car, comme les participants au World Café le rappelaient au titre précédent, la pensée dominante inculque profondément en nous le principe : « *nous méritons en fonction de nos efforts* ». Le regard porté sur l'autre s'éloigne de la valeur intrinsèque de la personne, jugée pour ce qu'elle paraît, « *certaine vie valent plus que d'autres* ». Et pourtant « *réussir cela veut dire quoi ?* », sur quelle échelle de valeur la « réussite » est-elle jugée ? A partir de quel niveau de revenu ou de diplôme a-t-on le droit d'exister aux yeux des autres ?

Dans les rapports de domination, le capitalisme financier entraîne un déplacement et une dépersonnalisation du pouvoir. Par le passé, il y avait un rapport direct entre les classes aisées dirigeantes et les classes laborieuses. Rapport de force dans le contexte de luttes sociales mais aussi rapport de domination à travers un certain paternalisme d'entreprise largement critiquable pour son esprit charitable empreint de domination. Ces rapports directs obligeaient néanmoins une relation humaine et directe entre patrons et travailleurs. Aujourd'hui, le patron n'existe plus. Il a été remplacé par des actionnaires, des fonds d'investissement qui facilitent la prise de décisions encore plus « froides », exacerbent les rapports de domination et affaiblissent les luttes sociales en les privant d'interlocuteurs directs, obligeant les négociations avec des représentants patronaux – le terme est révélateur - qui se protègent derrière le mandat qu'ils ont reçus de leurs actionnaires ou cherchent à encore mieux l'accomplir pour bénéficier de leur « bonus ».

Cette dépersonnalisation du pouvoir dépasse le cadre de l'entreprise. La « loi du marché », la « sacro-sainte compétitivité », ne sont-elles pas largement invoquées par les gouvernements, les représentants politiques pour justifier de leur (in)action ? Ce faisant, ils masquent des phénomènes soi-disant non économiques comme le dérèglement climatique ou l'accès aux soins de santé par une lecture des crises essentiellement centrée sur l'échange marchand qui « oublie » d'intégrer les externalités sociales ou environnementales dans les chaînes de valeur de la production. Ici aussi les rapports humains sont galvaudés. Pourtant, comme dans le cas de l'entreprise, cette dépersonnalisation est toute relative : derrière toute décision il y a des personnes qui détiennent le pouvoir et leur devoir est d'orienter les politiques pour assurer le bien commun. Les responsables politiques en montrant leur impuissance et justifiant son inaction par la « loi du marché » font que le citoyen ne situe plus où se trouve le pouvoir, où et par qui sont prises les orientations économiques et politiques de nos sociétés. Ils ouvrent la voie à une relation de méfiance, à un désintérêt de la démocratie, voire à toutes formes de complotismes ou à des pouvoirs forts qui promettent de « mettre de l'ordre »<sup>8</sup>.

## Le capitalisme et nos rapports aux objets

### Posséder pour se réaliser et se rassurer

Dans le système de production, et donc de consommation et d'accumulation, se joue le sens même de nos existences. L'objet est marqueur de positionnement social et de domination symbolique « *je suis mieux ou plus fort parce que je possède ceci ou cela* » ou à l'inverse, génère des sentiments de frustration, voire d'humiliation. Ces marqueurs s'adaptent au temps et aux enjeux de la société, aujourd'hui posséder une voiture électrique ou des panneaux solaires marquent un positionnement non seulement social mais aussi

écologique. Cette force symbolique est bien évidemment soutenue par la publicité qui vise à créer des désirs artificiels en actionnant notre imaginaire, notre identification, nos fantasmes et excite notre envie d'acheter, de posséder, de consommer avec impulsivité. Ce processus est largement entretenu par le côté surnaturel de « l'objet magique » : on ne sait désormais plus ni où ni comment il a été produit, ce qu'il devient quand on l'a jeté, la consommation d'énergie, de minerai et la production de CO2 ou de déchets qu'il a générés au cours de son cycle de vie, les souffrances ou la satisfaction des personnes qui ont travaillé pour le créer. L'objet existe en lui-même. Cette réalisation matérielle de soi est si puissante qu'elle peut entraîner nombre de personnes dans des situations d'endettement inextricables.

Le nombre d'objets que nous possédons est en croissance exponentielle depuis des décennies. En 2018, Barbara Iweins, une artiste belge, a entrepris photographier de manière assez obsessionnelle les 12.795 objets de son logement<sup>9</sup>. Sans aller jusqu'à un inventaire aussi exhaustif, avez-vous déjà essayé de dénombrer les appareils électroménagers que vous rangez dans vos placards de cuisine ? Lorsque je me suis amusé à réaliser cet inventaire, j'ai été stupéfait ! Plus d'une quinzaine... et, surtout, certains de ces appareils n'avaient plus fonctionnés depuis des mois, voire des années ! Pourquoi devais-je les posséder ? Des participants au World Café ont suggéré la pertinence de transférer la théorie de l'attachement que l'on peut avoir envers nos proches aux objets que nous possédons. L'acte de possession rassure, il répond aux angoisses liées à notre propre finitude – grand impensé de nos sociétés occidentales – en comblant le vide par du matériel. L'attachement aux objets est imputable à l'absence de récits, au manque de spiritualité, à une focalisation de l'âme sur l'*épithoumia* comme nous l'avons vu précédemment. Si c'est le cas, nous sommes alors enfermés dans une boucle dynamique négative.

### **Mais posséder peut sécuriser**

En matière d'habitat, le mécanisme est quelque peu différent. La réalisation de soi face aux autres fonctionne de manière aussi puissante mais l'instinct de propriété – un des fondamentaux du capitalisme – remplace ici l'impulsivité de la consommation. Et, l'accès à la propriété est d'un bon sens incontestable dans un Etat qui ne propose pas ou peu d'autres formes d'accès au logement qui protégeraient de la spéculation des propriétaires d'immeuble dits « de rapport ». Au cours d'une de nos enquêtes d'évaluation d'impact social d'une structure qui agit sur l'accès à la propriété, les candidats acquéreurs de la classe moyenne inférieure affichent trois motivations principales qui soutiennent leur envie de propriété : la sécurité et la protection face à la hausse des loyers ; un besoin de constituer un patrimoine que l'on pourra transmettre à ses enfants ou une forme de sécurité pour « plus tard » ; et une plus-value à la revente, en particulier dans un contexte de marché immobilier qui ne cesse de croître. A l'évidence, un large dispositif d'accès au logement protégé de la spéculation comme il en existe à Vienne<sup>10</sup> limiterait cette soif de propriété et serait bien plus égalitaire ! Envisager le logement comme un droit universel, l'organiser sous la forme de politique publique ou de commun changerait largement notre rapport à la propriété du logement. Mais, depuis la seconde guerre mondiale, la politique belge d'accès au logement a été développée principalement sur la logique de la propriété individuelle en mettant en place nombre de mesures : crédit hypothécaire lié à des réductions d'impôts, fonds du logement pour faciliter l'accès au crédit, etc. devant faciliter l'accès à la propriété. Aujourd'hui, alors que la spéculation immobilière et que les taux d'intérêts sont en hausse, cette politique ne fonctionne plus et en l'absence d'investissement dans des politiques de logement publics, c'est l'accès au logement même qui est devenu problématique ! Alors si posséder son logement peut sécuriser, encore faut-il pouvoir le garantir à chacun ! Ce qui est loin d'être le cas.

## **Posséder ... l'immatériel**

Dérive ultime du capitalisme, sa forme numérique nous amène vers la possession de l'immatériel. Désormais, dans le métaverse, vous pouvez acheter et posséder quelque chose qui n'existe pas : une villa au bord de la mer ; des tenues vestimentaires pour habiller votre avatar et vous rendre à une soirée tout aussi virtuelle où vous rencontrez d'autres avatars, parfois de célébrités, et tisser des relations totalement artificielles ; acheter des œuvres d'art numériques, etc. Une économie virtuelle, matérialisée en une série de calculs compilés sur des serveurs, engendre des milliards d'euros uniquement à des fins spéculatives<sup>11</sup>.

## **Posséder limite nos choix de vie**

Mais, posséder limite nos choix de vie. Posséder nécessite de travailler et donc de consacrer du temps de vie à des tâches qui ne sont pas toujours épanouissantes pour chacun. Tout dépend du sens que l'on trouve dans le travail accompli.

## **Le capitalisme et notre rapport au temps**

### **Le temps c'est de l'argent, il doit donc être optimisé**

La logique est implacable. Si pour démontrer notre existence, cela passe par l'objet ou le « paraître », par de belles vacances, une belle maison, un beau mariage, etc. alors il faut travailler pour gagner de l'argent et le dépenser dans cette « petite propagande de soi ». Chaque moment consacré au travail nous enrichit financièrement. Chaque moment perdu, nous appauvrit. Pourtant, le temps est la seule chose que nous possédons réellement dans notre vie. Il faut du temps pour accéder à une certaine liberté, pour se réaliser soi en tant qu'être et non en tant qu'avoir.

Les mécanismes qui poussent à optimiser le temps sont assez clairs. Dans un premier mouvement, l'optimisation du temps vient du monde du travail où les logiques de croissance et de compétitivité intrinsèques au capitalisme poussent à toujours faire plus avec moins. Dans un second temps, on en arrive à optimiser également notre temps personnel, notre temps privé, consacré aux loisirs ou à la famille. Le mécanisme est ici renforcé d'une part grâce à une offre de loisir sans cesse plus importante dans laquelle nous recherchons à optimiser notre temps et d'autre part avec notre propre quête d'accomplissement de soi. Voyons ces deux mécanismes et leurs conséquences plus en détail.

Dans le monde du travail, cette logique s'intègre dans celle de la croissance et de la compétitivité ce qui nous amène à devoir toujours faire plus en moins de temps, d'être sans cesse plus productifs. Les outils, les technologies que nous utilisons sont de plus en plus rapides, contraignants et aliénants. A l'origine, la mesure et le contrôle du temps va de pair avec la révolution industrielle. Aujourd'hui, le temps n'est plus seulement mesuré, il doit être mis en relation étroite avec la production. Il faut démontrer à quoi l'on consacre notre temps de travail à travers des timesheet et l'atteinte d'objectifs, bien souvent quantitatifs. La surperformance nous fatigue et entraîne une perte de créativité. Avec toutes les conséquences que cela entraîne en termes de sens du travail, de relations humaines entre collègues ou en dehors de la sphère de travail, de santé mentale ou physique.

La mesure du temps et l'optimisation des résultats sont au cœur du système et formatent notre cerveau. A un tel point que nos temps libres aussi doivent être performants : « on marchandise le temps de détente, de sommeil, d'activités récréatives », « on « doit » profiter de nos vacances », « on optimise nos activités de loisir ». Les injonctions sont nombreuses : il faut « répondre à tel commentaire sur les réseaux sociaux », « tester tel restaurant », « aller voir tel film », etc. La société lutte contre l'oisiveté : les sans-emplois sont traqués, les enfants ont des agendas de ministres, se reposer à ne rien faire est sévèrement jugé. On ne se permet plus de prendre le temps de faire les choses, de penser. Bref, le temps est compté au lieu d'être valorisé, au sens étymologique de donner de la valeur. La principale conséquence de cette conception est qu'on cherche à optimiser notre temps – y compris lors de nos activités de loisir – et il se développe dans nos esprits le sentiment d'être pressé, d'être pris dans une spirale d'accélération de nos vies. Il y a là un phénomène assez paradoxal : alors que nous sommes censés être libre de déterminer ce que l'on souhaite faire de notre temps, on est pris dans un système où l'on cherche à l'optimiser pour se réaliser au mieux ce qui nous enlève la possibilité de penser, d'être créatifs, de se tourner vers son soi intérieur qui sont à la base de la réalisation de soi.

Ce rapport au temps n'est pas naturel, c'est l'organisation de la société et du travail qui nous impose « un temps linéaire : être productif de 8h à 17h sans tenir compte des rythmes naturels : saisons, cycle menstruel, sommeil ». Notre vision du monde se réduit par manque de temps, on ne prend pas assez de recul, on ne prend pas le temps de comprendre. A l'échelle de la société, ce rapport au temps est peu durable : « l'écologie nous demande de ralentir mais le capitalisme nous en empêche ». Comment prendre soin de ce qui se joue sur des temps longs comme la démocratie ou l'écologie ?

### **Le temps devient la vraie valeur rare**

Les propos relevés par les participants s'inscrivent dans la droite ligne de la pensée d'Hartmut Rosa<sup>12</sup> qui observe que le capitalisme influence notre rapport au temps de différentes manières. Il crée une accélération constante de nos vies où le temps semble de plus en plus précieux et où les individus ressentent une pression croissante pour être productifs et efficaces, pour faire davantage de choses. Une illustration parmi d'autres de ce phénomène : depuis quelques années sur les plates-formes vidéo, vous pouvez zapper automatiquement les intros et génériques de vos séries ou vos films, voire les regarder en accéléré. Hartmut Rosa nous montre combien cette accélération constante crée une tension entre notre désir de contrôler le temps et notre expérience de se sentir dépassés par celui-ci. En conséquence, nous avons tendance à vivre dans un état de "fuite en avant", cherchant à accomplir toujours plus de choses dans un laps de temps de plus en plus court et... nourrir encore davantage l'accélération du temps.

La bonne nouvelle c'est que cette incapacité à contrôler notre temps et à ressentir encore des satisfactions personnelles est de plus en plus largement identifiée. Le besoin de sortir d'une logique de surperformance et d'hyperconsommation émerge dans de nombreux milieux : « *le temps plutôt que l'argent devient la vraie valeur rare !* ».

## Le modèle socio-culturel évolue-t-il vers une société « post-capitaliste » ?

Nous le soulignons dans la première partie de l'analyse, le modèle socio-culture nous influence dans nos choix de vie autant que nous l'influons par nos comportements. Mais, pour qu'il évolue il faut qu'une masse suffisante de personnes se met à vivre « autrement » et véhicule de nouvelles valeurs ou interprète les valeurs héritées autrement. Indubitablement, des signes montrent de telles évolutions. Sans doute encore insuffisantes pour prédire l'avènement d'une société post-capitaliste mais capables déjà de questionner nos rapports à la consommation, donc à la production.

Bien sûr, si l'on s'en réfère aux chiffres mondiaux de consommation, à l'évidence l'émergence d'une classe moyenne mondiale soutient le développement de la consommation de masse... Mais chez nous, un nombre croissant de personnes sont en chemin vers une frugalité choisie. Déposséder, moins consommer devient une culture au sein de la classe moyenne.

Car, ne perdons pas de vue que pour les profils socio-économiques moins favorisés, le choix ne se pose pas, la frugalité ou plus exactement dans ce cas, la sobriété est subie. Au-delà de cette injustice sociale criante, observer la débrouille de ces personnes pour moins consommer ou consommer plus intelligemment devrait aussi inspirer le mode de consommation du plus grand nombre. Il y a néanmoins des indices d'une consommation plus responsable, d'un rapport à la propriété qui évolue mettant en débat l'un des fondamentaux du capitalisme : l'accumulation. Toutefois réduire l'accumulation de certains sans permettre l'accès aux besoins de base de la majorité de la population mondiale n'aurait aucun sens. Dépasser le capitalisme devrait permettre d'évoluer vers une société sans excès mais aussi sans pénurie et sans être écrasé par le travail !

Dans, cette quête de décroissance les formes d'économie de la fonctionnalité ou du partage se développent : voitures, vêtements, échanges de logement pour les vacances, outils de bricolages, etc. Attention toutefois, si cette autre manière d'échanger est vertueuse sur le plan de la consommation, elle n'indique pas forcément une évolution vers un modèle de société post-capitaliste, loin de là ! Tout dépend de la manière dont sont organisés les échanges et si la valeur produite est captée par la communauté ou par un opérateur économique<sup>13</sup>... Ici, si le rapport à l'objet, à la propriété évolue – ce qui est déjà une remise en cause d'un autre fondamental du capitalisme – la manière d'organiser les échanges reste largement empreinte du capitalisme par la séparation de la force de travail de la propriété de l'outil de travail.

Le rapport au travail également évolue, en particulier auprès des jeunes générations. Il faut que le travail ait un sens, un sens plus profond qu'un rapport productiviste qui lie pouvoir d'achat et temps de travail. Aujourd'hui, les attentes par rapport au travail portent de plus en plus fréquemment sur des conditions de travail épanouissantes, des processus décisionnels participatifs mais aussi sur l'utilité à la collectivité voire l'engagement sur des causes sociétales et/ou environnementales. Et, inutile de travailler plus que ce qui est prévu dans le contrat qui lie à l'employeur même quand il s'agit d'engagements sociaux ou environnementaux

forts. La crise du covid a accéléré ce phénomène et certains observateurs du monde du travail n'ont pas hésités à parler de « grande démission » tant certaines entreprises ont du mal à maintenir ou recruter des travailleurs. Ce faisant, cette nouvelle génération de travailleurs est bien consciente que leur rapport au travail change leur rapport à la consommation, leur manière de vivre, d'habiter, etc. Ils expérimentent des formes de décroissance pour le moins intéressantes : habitat léger ou partagé ; retour à des fonctions de production en circuit court qui font sens (agriculture, alimentation, habitat, culture, etc.) même si leur diplôme leur permettrait d'assurer des fonctions de cadre en entreprises ; modes éducatifs alternatifs pour eux-mêmes et leurs enfants ; échanges économiques basés autant que possible sur la réciprocité plutôt que sur le marché ; réflexion sur l'empreinte CO2 de leurs activités ; etc. Il est certain ici aussi que ce ne sont que des prémices, surtout que cette réflexion sur le travail naît au sein d'une certaine jeunesse, éduquée et relativement à l'aise sur le plan matériel. Mais il est aussi intéressant d'observer que le débat sur le sens du travail prend force dans nos sociétés après une absence de plus de 60 ans des débats des partis politiques progressistes. Les pouvoirs politiques et les organisations de travailleurs étaient davantage préoccupés par la conservation ou la création d'emplois que de sens du travail. Préoccupations qui se justifiaient largement au vu des évolutions majeures des activités économiques et de l'emploi au cours des mêmes décennies mais ce faisant les conditions de travail se sont largement détériorées et ont favorisées l'émergence de la question du sens du travail. Ici aussi, malgré une remise en cause du sens du travail, son organisation et le but même de la production restent largement inspirés du modèle capitaliste. La plupart des formes de production ne montre pas d'évolutions majeures vers un modèle « post-capitaliste », hormis dans certaines formes de l'économie sociale bien minoritaires, alors que dans la quête de dépassement du capitalisme les activités économiques et la manière de les organiser devraient être orientées vers le bien-être humain et environnemental, le développement du tissu social plutôt que vers la croissance quantitative.

Les questions qui se posent alors à nous sont de définir comment amplifier ces prémices de modification de notre modèle socio-culturel. Il nous semble que cela passe par la définition d'une perspective enthousiasmante sans être crédule et la construction d'un récit porteur identifiant les points incontournables d'une feuille de route qui y mène. Et, donc à une échelle vaste, rassemblant des organisations sociales aussi larges que possible, co-définir des lignes de conduites éthiques et co-construire une société, tant dans ses dimensions économique, culturelle que sociale, plus juste, plus écologique et plus épanouissante pour tout un chacun. Nos trois analyses sur le capitalisme permettent d'éclairer ce qu'on veut garder, modifier et jeter. Nombreuses de nos autres analyses mettent en lumière des alternatives naissantes ou plus étayées qui montrent d'autres chemins pour organiser l'économie et mieux répondre aux besoins sociaux et sociétaux. Forts de ces apports, nous vous invitons à présent à réfléchir à la société que nous voulons construire et au chemin pour y arriver. C'est la thématique de nos « Chantiers de l'Economie Sociale » qui se tiendront en novembre 2024. On vous y attend !

---

<sup>1</sup> Guy Bajoit, « Être jeune et avoir un projet personnel », 2003. Lu le 25/10/23 sur :

<https://sites.uclouvain.be/ages/Socio/DelUniversite/EtreJeune032003.pdf>

<sup>2</sup> Voir Hugues De Bolster « Nos besoins : verrous comportementaux de la transition », analyse 2021, SAW-B

<sup>3</sup> Guy Bajoit, « La mutation du modèle culturel des sociétés moderne » in « Société et Subjectivité. Transformations contemporaines », ouvrage collectif sous la direction de Daniel Mercure et Marie-Pierre Bourdages-Sylvain. Edition Presse Universitaire de Laval, 2021.

<sup>4</sup> Dany-Robert , philosophe sur Rtb-f La première, Emission « Par oui-dire » du 22/02/24 <https://auvio.rtb.be/media/par-oui-dire-par-oui-dire-3158150> consulté le 28 février 2024.

<sup>5</sup> L'individuation est le processus par lequel chaque être humain prend conscience de sa qualité et de sa valeur d'individu. Il se fait par l'assimilation de la culture léguée par les générations précédentes et le mélange à d'autres cultures (acculturation). De cette digestion et ouverture à l'autre, il permet à chacun de s'épanouir, d'assumer socialement son originalité, de se situer dans les groupes et dans le groupe. Dans la culture néolibérale, ce processus peut prendre des formes extrêmes chacun devant se différencier de l'autre et les groupes sociaux devant se démarquer par des objets ou des actes qui agissent comme marqueurs.

L'individualisme est un repli sur soi, la recherche d'assouvissement de ses propres intérêts, une réduction du monde à sa propre personne. Il est le produit d'une société dont l'idéologie est fondée sur le chacun pour soi.

<sup>6</sup> Barbara Garbarczyk, « Dépasser la pensée colibri », analyse 2018, SAW-B

<sup>7</sup> Le terme appartient à Nancy Frasser qui dans son texte remarquable « *Derrière « l'ancre secret » de Marx* », montre que le capitalisme ne pourrait vivre et se reproduire sans reposer sur des « conditions de possibilité d'arrière-fond », en particulier le travail – non rémunéré – de reproduction sociale. Autrement dit, le capital ne se développe pas seulement par l'échange d'équivalents comme le laisse croire la logique de marché mais par son contraire : la non-compensation d'une partie de temps de travail des travailleurs alors que ce travail est fondamental. Et en particulier, vu l'héritage patriarcal de nos sociétés, sur le travail des femmes sur lesquelles repose le travail ménager, l'éducation des enfants, les soins aux plus âgés, etc. qui sont toutes des conditions de possibilité du capitalisme. Voir Nancy Frasser, « *Derrière « l'ancre secret » de Marx* », Les Temps Modernes 2018/3 (n° 699).

<sup>8</sup> Pour aller plus loin sur ce sujet : Hugues De Bolster, « Démocratie à tous les étages ! Les dispositifs de démocratie représentative et délibérative en question », analyse 2023, SAW-B

<sup>9</sup> Voir <https://www.ladn.eu/mondes-creatifs/cette-artiste-passe-2-ans-photographier-les-10-532-objets-de-sa-maison/> et <https://espacescontemporains.ch/linventaire-obsessionnel-artiste-barbara-iweins/> consultés le 6 mars 2024

<sup>10</sup> Voir l'Edito d'octobre 2024 de Saw-b dans le cadre du plaidoyer « élection 2024 » : <https://saw-b.be/2023/10/23/plaidoyer-elections-2024-la-politique-du-logement-a-vienne-source-dinspiration/>

<sup>11</sup> Voir Olivier de Halleux, « L'inexorable numérisation de nos existences », analyse 2022, SAW-B

<sup>12</sup> Harmut Rosa est un sociologue et philosophe allemand né en 1965. Ces principaux ouvrages « *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive* », Paris, La Découverte, 2012 et « *Résonance : une sociologie de la relation au monde* », Paris, La Découverte, 2018 traitent précisément de la thématique abordée ici et proposent de dresser les contours de ce qu'est une vie bonne, à savoir une relation au monde réussie.

<sup>13</sup> Voir Adrian Jehin et Quentin Mortier, « Nouveaux modèles économiques : tour d'horizon », analyse 2017, SAW-B.



***Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !***

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : [info@saw-b.be](mailto:info@saw-b.be) ou 071 53 28 30

*À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.*

**Rédaction :** Hugues De Bolster

**Relecture :** Olivier de Halleux, Marian de Foy, Antoinette Dumont

**Illustration :** IA - Bing-Creator